

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du Conseil général, résumant succinctement les débats et énonçant les décisions prises sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé assisté d'agents du Service désignés par lui.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres; ils sont signés par le présent ou par le vice-président qui a présidé la réunion et par le fonctionnaire dirigeant.

Ils sont soumis pour approbation à la plus prochaine réunion qui suit celle à laquelle ils se rapportent, pour autant qu'ils aient été adressés aux membres depuis au moins cinq jours.

Art. 9. En cas d'empêchement d'un membre effectif d'assister à une réunion, l'organisation qu'il représente peut le remplacer par un membre suppléant.

Art. 10. Les circulaires éventuelles relatives aux décisions prises par le Conseil général sont signées par le fonctionnaire dirigeant.

Art. 11. Conformément aux dispositions de l'article 114, § 2 de la loi du 9 août 1963, le Conseil général définit comme suit les pouvoirs de gestion journalière du fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé :

1^o organisation interne des services;

2^o réception et signature de la correspondance;

3^o signature des accusés de réception et des décharges à donner notamment aux Administrations des Postes et des Chemins de fer, pour télégrammes, lettres recommandées, colis, etc.;

4^o propositions d'engagement relatives à l'acquisition, la location et l'entretien du matériel, mobilier, machines, véhicules, fournitures de bureau et autres frais généralement quelconques, couverts par un crédit budgétaire;

5^o autorisation des déplacements de service des agents du Service des soins de santé;

6^o octroi des congés normaux et de circonstance au personnel du Service des soins de santé;

7^o exercice des délégations de pouvoirs accordés par le Conseil général.

Art. 12. Si le fonctionnaire dirigeant délègue l'exercice de certains pouvoirs de gestion journalière à un membre du personnel du Service des soins de santé, il en informe le Conseil général.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Annexe II

**Règlement d'ordre intérieur
du Comité de l'assurance soins de santé**

Article 1^{er}. Le Comité de l'assurance se réunit, soit à l'initiative du président, soit à la requête du Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions, soit à la demande de trois membres au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion.

Le Comité de l'assurance est convoqué par le président. En cas d'empêchement du président, le Comité de l'assurance est convoqué par un vice-président. Le président et les vice-présidents peuvent déléguer leur pouvoir de signer les convocations au fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé.

Les convocations sont envoyées au moins cinq jours avant la date de la réunion; en cas d'urgence, ce délai peut être réduit. Les convocations font mention de l'ordre du jour de la réunion.

Art. 8. De notulen van de vergaderingen van de Algemene Raad waarin de besprekingen bondig worden samengevat en de beslissingen worden vermeld, worden in het Frans en in het Nederlands opgesteld door toedoen van de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging bijgestaan door personeelsleden van de Dienst die door hem zijn aangewezen.

De notulen worden aan de leden gezonden; ze worden ondertekend door de voorzitter of door de ondervoorzitter die de vergadering heeft voorgezet en door de leidend ambtenaar.

Ze worden ter goedkeuring voorgelegd op de eerstvolgende vergadering na die waarop ze betrekking hebben, voor zover ze sedert ten minste vijf dagen aan de leden zijn gestuurd.

Art. 9. Ingeval een werkend lid verhindert is een vergadering bij te wonen, kan de organisatie die hij vertegenwoordigt, hem vragen door een plaatsvervangend lid.

Art. 10. De eventuele omzendbrieven betreffende de door de Algemene Raad genomen beslissingen worden ondertekend door de leidend ambtenaar.

Art. 11. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 114, § 2, van de wet van 9 augustus 1963, omschrijft de Algemene Raad de bevoegdheden inzake dagelijks beheer van de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging als volgt :

1^o inwendige organisatie van de diensten;

2^o ontvangst en ondertekening van de correspondentie;

3^o ondertekening van de kennisgevingen van ontvangst en van de onlastingen die met name aan de Besturen der Posterijen en der Spoorwegen moeten worden gegeven voor telegrammen, aangetekende brieven, colli, enz.;

4^o voorstellen tot verbintenis betreffende het aankopen, huren en onderhouden van materieel, meubilair, machines, rijtuigen, kantoorbehoeften en alle andere kosten, die op de begroting zijn uitgetrokken;

5^o toestemming voor de dienstreizen van de personeelsleden van de Dienst voor geneeskundige verzorging;

6^o verlenen van gewoon en gelegenheidsverlof aan het personeel van de Dienst voor geneeskundige verzorging;

7^o uitoefenen van de door de Algemene Raad verleende delegaties van bevoegdheden.

Art. 12. Als de leidend ambtenaar de uitoefening van sommige bevoegdheden inzake dagelijks beheer overdraagt aan een personeelslid van de Dienst voor geneeskundige verzorging, licht hij de Algemene raad daarover in.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

Bijlage II

**Huishoudelijk reglement van het Comité van de verzekering
voor geneeskundige verzorging**

Artikel 1. Het Verzekeringscomité vergadert ofwel op initiatief van de voorzitter, ofwel op verzoek van de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft, ofwel op schriftelijke vraag van ten minste drie leden waarin het onderwerp van de vergadering wordt vermeld.

Het Verzekeringscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter. Ingeval de voorzitter verhindert is, wordt het Verzekeringscomité bijeengeroepen door een ondervoorzitter. De voorzitter en de ondervoorzitters kunnen hun bevoegdheid tot het ondertekenen van de uitnodigingen overdragen aan de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging.

De uitnodigingen worden ten minste vijf dagen voor de datum van de vergadering verzonden; in geval van dringende noodzakelijkheid kan die termijn worden verkort. In de uitnodigingen is de agenda van de vergadering vermeld.

Art. 2. Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées.

Le Comité de l'assurance peut déroger à cette dernière disposition si la majorité des membres présents en décident ainsi.

Art. 3. Les séances du Comité de l'assurance ne sont pas publiques. Les membres du Comité de l'assurance et les fonctionnaires de l'Institut qui assistent aux séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés ainsi que des délibérations et des votes.

Art. 4. Le Comité de l'assurance propose au Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions la nomination des deux vice-présidents. Ceux-ci sont proposés parmi les membres du Comité de l'assurance ayant voix délibérative. Cette proposition est acquise à la majorité explicitée à l'article 7, § 2, du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 5. En cas d'empêchement du président, la séance est présidée par le vice-président le plus âgé.

Art. 6. Le Comité de l'assurance peut appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des membres du personnel de l'Institut ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

Lorsque le Comité de l'assurance examine des propositions émanant d'un conseil technique déterminé, le président de celui-ci peut assister à la discussion.

Art. 7. § 1^{er}. Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret lorsque trois membres au moins en formulent la demande.

§ 2. Les décisions sont acquises quand elles recueillent les deux tiers des voix des membres ayant voix délibérative qui composent le Comité de l'assurance, compte tenu des abstentions.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, mais que la majorité au moins des membres ayant voix délibérative qui composent le Comité de l'assurance est obtenue, le président soumet au vote les mêmes propositions lors de la réunion suivante.

Si la majorité simple est à nouveau obtenue, les décisions sont acquises.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du Comité de l'assurance, résumant succinctement les débats et énonçant les décisions prises sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé assisté d'agents du Service désignés par lui.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres; ils sont signés par le président ou par le vice-président qui a précédé la réunion et par le fonctionnaire dirigeant.

Ils sont soumis pour approbation à la plus prochaine réunion qui suit celle à laquelle ils se rapportent, pour autant qu'ils aient été adressés aux membres depuis au moins cinq jours.

Art. 9. En cas d'empêchement, un membre effectif veille à son remplacement par un membre suppléant.

Art. 10. Les circulaires éventuelles relatives aux décisions prises par le Comité de l'assurance sont signées par le fonctionnaire dirigeant.

De même, le fonctionnaire dirigeant signe les conventions visées à l'article 15bis, 6^e et 9^e de la loi du 9 août 1963.

Les conventions et règlements pris sur la base de l'article 15bis, 10^e et 11^e de la même loi sont signés conjointement par le président du Comité de l'assurance et par le fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Art. 2. Alleen de aangelegenheden die op de agenda zijn ingeschreven, worden besproken.

Het Verzekeringscomité kan van deze bepaling afwijken indien de meerderheid van de aanwezige leden daartoe beslist.

Art. 3. De vergaderingen van het Verzekeringscomité zijn niet openbaar. De leden van het Verzekeringscomité en de ambtenaren van het Instituut die, de vergaderingen bijwonen, zijn ertoe gehouden het vertrouwelijke karakter van de besproken documenten alsmede van de beraadslagingen en beslissingen en van de stemmingen te eerbiedigen.

Art. 4. Het Verzekeringscomité stelt de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft de benoeming van de twee ondervoorzitters voor. Deze worden uit de stemgerechtigde leden van het Verzekeringscomité voorgedragen. Dat voorstel is aanvaard als daarover de meerderheid wordt bereikt die wordt uiteengezet in artikel 7, § 2, van dit huishoudelijk reglement.

Art. 5. Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezet door de oudste ondervoorzitter.

Art. 6. Het Verzekeringscomité kan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden personeelsleden van het Instituut alsmede andere bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

Als het Verzekeringscomité voorstellen onderzoekt die uitgaan van een bepaalde technische raad, mag de voorzitter van die raad de besprekking bijwonen.

Art. 7. § 1. De stemmingen geschieden bij handopheffing. Er wordt geheim gestemd wanneer dat door ten minste drie leden wordt gevraagd.

§ 2. De beslissingen zijn genomen wanneer ze twee derde van de stemmen behalen van de stemgerechtigde leden van het Verzekeringscomité, geen rekening houdende met de onthoudingen.

Als dat quorum niet is bereikt maar wel op zijn minst de meerderheid van de stemgerechtigde leden van het Verzekeringscomité is verkregen, brengt de voorzitter dezelfde voorstellen opnieuw in stemming in de volgende vergadering.

Als de gewone meerderheid opnieuw wordt behaald, zijn de beslissingen verworven.

Art. 8. De notulen van de vergaderingen van het Verzekeringscomité waarin de besprekingen bondig worden samengevat en de beslissingen worden vermeld, worden in het Frans en in het Nederlands opgesteld door toedoen van de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging bijgestaan door personeelsleden van de Dienst die door hem zijn aangewezen.

De notulen worden aan de leden gezonden; ze worden ondertekend door de voorzitter of door de ondervoorzitter die de vergadering heeft voorgezet en door de leidend ambtenaar.

Ze worden ter goedkeuring voorgelegd op de eerstvolgende vergadering na die waarop ze betrekking hebben, voor zover ze sedert ten minste vijf dagen aan de leden zijn gestuurd.

Art. 9. Ingeval een werkend lid verhinderd is, zorgt het ervoor dat het wordt vervangen door een plaatsvervangend lid.

Art. 10. De eventuele omzendbrieven betreffende de door het Verzekeringscomité genomen beslissingen worden ondertekend door de leidend ambtenaar.

De leidend ambtenaar ondertekent ook de in artikel 15bis, 6^e en 9^e van de wet van 9 augustus 1963 bedoelde overeenkomsten.

De overeenkomsten en de verordeningen die worden genomen op grond van artikel 15bis, 10^e en 11^e, van dezelfde wet, worden samen ondertekend door de voorzitter van het Verzekeringscomité en door de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME